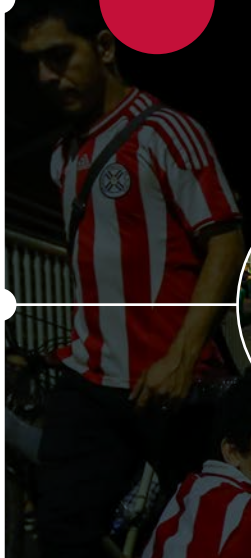



MARS

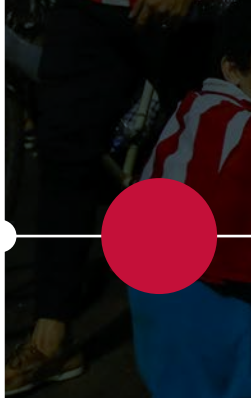
REVUE DE L'ANNÉE




CORÉE DU SUD: Une pression publique écrasante a conduit à la destitution du président Park Guen-hye à la suite d'un vaste scandale de corruption.




PARAGUAY: Les protestations contre une proposition de modification de la limite du mandat présidentiel ont été marquées par la violence mais ont conduit à l'abandon de ces changements.



RUSSIE: Des manifestations contre la corruption ont eu lieu dans au moins 100 villes, provoquant une réaction brutale de l'État.



PAYS-BAS: Une montée des politiques xénophobes et racistes exige une réponse progressiste de la société civile.



EL SALVADOR: Après de nombreuses activités de plaidoyer de la société civile, El Salvador est devenu le premier pays au monde à interdire l'exploitation des mines de métaux.

MARS REVUE DE L'ANNÉE

En mars, au Salvador, le plaidoyer de la société civile a porté ses fruits lorsque le pays a introduit une **interdiction historique contre l'exploitation de métaux**. Entre-temps, des **manifestations de masse en Corée du Sud** ont conduit à la destitution de la présidente Park Guen-hye. La journée internationale de la femme était **célébrée** sur tous les continents par des marches, manifestations et la première **grève internationale des femmes**. Au Bénin, la cour constitutionnelle a **cassé** une interdiction, introduite en octobre 2016, pour les associations étudiantes d'organiser des activités. Le Président Béninois, Patrice Talon, a par conséquent exhorté les autorités locales à autoriser une marche anti-gouvernementale, et a appelé ses partisans à ne pas mener de contre-manifestations. En attendant, huit **ONG tanzaniennes** se sont regroupées pour lancer une nouvelle campagne d'un an pour appeler leur gouvernement à respecter les libertés d'association et d'expression.

Dans un autre développement positif au Kosovo : le procureur général et l'association des journalistes au Kosovo ont **consenti à coopérer** pour adresser les menaces et attaques commises contre le personnel des médias. Le procureur général a nommé un nouveau coordinateur pour mener les investigations sur ces menaces et attaques, reconnaissant le niveau grandissant du **danger** auquel font face les journalistes au Kosovo. Ce danger s'est aussi fait ressentir dans le pays voisin en Albanie : **Elvi Fundo**, un journaliste d'investigation, a été hospitalisé après avoir été brutalement agressé. Il a pointé du doigt les médias liés au trafic de drogue. Les Philippines également continuent d'être un pays dangereux pour les journalistes. En mars, **Joaquin Briones** a été tué par balle par des agresseurs non identifiés. Il avait fait des reportages sur le trafic de drogue et la pêche illégale et avait déjà purgé une peine de cinq ans de prison pour diffamation.

Dans d'autres régions, l'État est la plus grande menace contre les journalistes, particulièrement quand ces derniers cherchent à dénoncer la mauvaise gouvernance et les pratiques de corruption. Le blogueur et journaliste azerbaïdjanais, **Mehman Huseynov** a été condamné à deux ans de prison

pour diffamation, après s'être exprimé au sujet d'une interrogation policière et les abus dont il a souffert durant sa détention. Son travail révèle la corruption des autorités publiques. Le journaliste **Stefan Cvetkovic** a été condamné à 27 mois de prison pour avoir publié sans autorisation, pour diffamation et plagia. Il avait mis au jour l'abus de fonds publics par le parti au pouvoir. A Djibouti, le caricaturiste connu, Idriss Hassan Mohamed a été arrêté et détenu dans un lieu tenu secret pour cinq jours, alors qu'il avait la jambe cassée. Aussi, en Mars, **Omar Ewado**, le directeur de la ligue djiboutienne des droits de l'homme, la seule organisation des droits de l'homme indépendante de Djibouti, a été arrêté et détenu pendant neuf jours, après avoir déjà purgé une peine de trois mois en prison pour diffamation. Au Canada, le journaliste **Justin Brake** a été inculpé sous deux chefs d'accusation après avoir fait le reportage d'une manifestation en octobre 2016 à une centrale hydroélectrique et avoir interviewé des manifestants. Entre-temps au Botswana, la police a détenu et menacé de tuer **trois journalistes** qui étaient en route vers une des résidences privées du président pour déterminer si des fonds publics avaient été utilisés pour des rénovations. Le mois précédent, au Botswana, la police a eu recours à la violence lors de **manifestations** étudiantes.

Des employés d'ONG et des militants se sont trouvés en danger de mort dans d'autres contextes. Six membres du comité international de la croix rouge ont été **attaqués** et tués dans la province de Jawzan en Afghanistan. En mars, deux **militants** indigènes brésiliens des droits fonciers, Antonio Mig Claudio et Waldomiro Costa Pereira, ont été tués dans des attaques séparées le même jour, soulignant les niveaux élevés de danger auxquels s'exposent les défenseurs de l'environnement, avec **43 personnes** qui auraient été tuées au Brésil en 2017. En réponse à ces exactions, le mois suivant, le Comité brésilien des défenseurs des droits humains a lancé une nouvelle campagne internationale, **Meu Crime é Lutar** (mon crime est de lutter) dénonçant la criminalisation des défenseurs des droits humains.

Des **manifestations pacifiques** ont eu lieu à la Barbade en mars et en avril, notamment contre la violence liée au genre, dans le cadre d'une

action coordonnée dans plusieurs pays des Caraïbes autour de la Journée internationale de la femme. Des marches ont été également organisées à la Barbade par un syndicat d'enseignants contre les mauvaises conditions de travail et contre la baisse du niveau de vie. A Aarhus, la deuxième plus grande ville du Danemark, des centaines de personnes se sont **mobilisées** contre le racisme et en faveur des réfugiés, alors que les Pays-Bas ont vu une montée en flèche des **sentiments racistes et xénophobes** autour de leurs élections. Et malgré les conditions difficiles de l'espace civil en Égypte (*voir mai*), des milliers de personnes sont **descendues dans les rues** pour s'écrier « nous voulons du pain! » pour protester contre les plans du gouvernement visant à réduire les subventions au pain dans le cadre des réductions des dépenses publiques pour se conformer aux conditions du prêt du Fonds monétaire international (FMI). La police aurait répondu en tirant des coups de feu en l'air.

Alors que les événements de la Journée internationale de la femme ont été largement pacifiques, en Argentine, des journalistes ont été **attaqués** par des manifestants et la police a eu recours aux gaz lacrymogènes et à des arrestations arbitraires contre un petit groupe de manifestants ayant déclenché un incendie. Des journalistes argentins ont également été agressés alors qu'ils couvraient une grève d'un syndicat de fonctionnaires ; s'inscrivant dans un cadre de pratiques systématiques de violence contre les manifestations en Argentine. En effet, plus tôt dans l'année, les forces de sécurité ont **violemment attaqué** la communauté Mapuche dans la ville de Cushman. Les membres de la communauté avaient protesté contre l'appropriation de leurs terres par le secteur privé. Au **Paraguay**, **les manifestations** contre une tentative d'abolition des limites du mandat présidentiel ont également tourné à la violence et ont conduit à l'incendie du bâtiment du Congrès.

Les manifestations anticorruption ont eu lieu en Russie provoquant des arrestations et des détentions massives. Dans une attaque préventive contre des manifestations planifiées en Biélorussie voisine, les autorités ont

arrêté des dizaines de militants, blogueurs, journalistes et organisateurs de manifestations. Les manifestations de la Journée de la liberté étaient prévues pour le 25 mars et, de toute évidence, le gouvernement autocratique était inquiet que ces manifestations puissent se transformer en un soulèvement à grande échelle. Malgré les arrestations, une manifestation de la Journée de la Liberté a pu tout de même se dérouler dans la capitale, Minsk, mais a été rapidement réprimée par les forces de sécurité. L'accès à Internet avait été coupé pour empêcher les manifestants de partager les images de violence policière. Un grand nombre de personnes arrêtées ont été détenues pendant de longues périodes et des journalistes ont été **harcelés** durant et après les manifestations. Pendant les manifestations de février, les plus importantes depuis des années, le gouvernement avait cédé du terrain en **suspendant** une taxe impopulaire, la soi-disant « taxe parasitaire », visant les personnes qui ne travaillaient pas à plein temps. En Ukraine, un amendement à la loi **a étendu** l'obligation de déclarer les revenus et les actifs visant initialement les politiciens et les fonctionnaires pour inclure le personnel de certaines OSC. Cela a soulevé **la crainte** que la loi puisse être utilisée pour cibler les OSC et pourrait constituer une menace à la sécurité du personnel des OSC.

Lors de sa réunion de mars, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a adopté par consensus la **résolution** sur le droit à la vie privée à l'ère du numérique qui **souligne** pour la première fois que toute atteinte au droit à la vie privée doit être conforme aux principes de légalité, proportionnalité et nécessité. Ce qui signifie qu'il devrait y avoir des restrictions rigoureuses quant au genre de surveillance numérique massive utilisé par certains gouvernements. Parallèlement, **l'article 19** du Réseau sur la liberté d'expression a lancé ses « Principes globaux sur la liberté d'expression et la vie privée », offrant un nouveau cadre pour défendre et réaliser les droits à la liberté d'expression et à la vie privée dans un monde de plus en plus numérique.

CORÉE DU SUD : LA RÉVOLUTION DES BOUGIES OFFRE UNE LUEUR D'ESPOIR

En Mars, le pouvoir de la manifestation a fait ses preuves en **Corée du Sud** lorsque la Cour constitutionnelle a confirmé la destitution de la présidente Park Guen-hye après la révélation d'un scandale de corruption de grande envergure impliquant elle, son amie proche Choi Soon-sil et des hauts fonctionnaires et dirigeants d'entreprises. Les révélations ont provoqué de larges manifestations hebdomadaires, qui à leur paroxysme ont atteint **1.7 million** de personnes manifestants dans les rues de Seoul en décembre 2016. Ces manifestations de masse, connues par tous sous le nom de « **révolution des bougies** », tiré d'un symbole des protestations, ont permis de faire monter la pression contre la présidente Park, en rendant les exigences publiques très visibles et difficiles à ignorer. Sans les manifestations, il est probable que la présidente Park aurait pu attendre que la tempête politique soit passée dans un contexte où les scandales de corruption à haut niveau sont tristement assez fréquents.

Après le verdict, la présidente Park a été démise de ses fonctions, arrêtée et détenue. En juin, Choi Soon-sil a été **condamnée** à trois ans de prison pour corruption, après avoir été reconnue coupable d'avoir utilisé sa position d'influence pour obtenir un privilège éducatif pour sa fille. A ce jour, d'autres accusations liées à sa relation avec l'ancienne présidente Park étaient attendues ; elle a été accusée d'utiliser ses liens avec la présidence pour obtenir des dons importants pour deux fondations sous son contrôle, en échange de décisions gouvernementales favorables.

La révélation du scandale a mis en lumière les relations étroites et corrompues entre les politiciens et les dirigeants de grandes entreprises. En août, Lee Jae-yong, héritier et directeur *de facto* du titan coréen Samsung, a été **condamné** à cinq ans de prison pour corruption, détournement de fonds, dissimulation des profits provenant d'activités criminelles, dissimulation d'actifs à l'étranger et parjure. Sa condamnation donnait l'espoir que des liens de pouvoir et d'influence, connus depuis longtemps, entre les hauts responsables politiques et les grands groupes d'entreprises familiales qui dominent l'économie sud-coréenne, connus sous le nom de chaebol, pourraient être remis en question. Quatre autres dirigeants de Samsung ont été reconnus coupables et condamnés à jusqu'à quatre ans de prison.

SANS LES
MANIFESTATIONS,
IL EST PROBABLE
QUE LA
PRÉSIDENTE
PARK AURAIT PU
ATTENDRE QUE
LA TEMPÊTE
POLITIQUE SOIT
PASSÉE DANS UN
CONTEXTE OÙ
LES SCANDALES
DE CORRUPTION
À HAUT NIVEAU
SONT TRISTEMENT
ASSEZ
FRÉQUENTS.

Le scandale a également mis au jour l'existence d'une liste noire secrète comprenant au moins **9 000** personnalités culturelles, notamment des acteurs, des artistes, des cinéastes et des écrivains. Tous étaient exclus du programme de soutien culturel considérable du pays pour avoir soit critiqué l'ancienne présidente ou sa famille (dont son père, un ancien dictateur de Corée du Sud), soit d'être soupçonné de soutenir des partis concurrents. Cette nouvelle a rappelé les pratiques passées de la censure artistique sous la dictature. Un groupe de plus de **450 artistes** a annoncé qu'ils poursuivraient en justice l'ancienne présidente Park et des hauts fonctionnaires pour violation du droit à la vie privée et des libertés d'expression et de croyance. Six fonctionnaires ont été **emprisonnés** en juillet pour parjure et pour l'élaboration de la liste noire.

Le nouveau président, Moon Jae-in, est arrivé au pouvoir lors des élections de mai, après la destitution de la présidente Park. Il a remporté la plus grande part de voix dans l'histoire démocratique de la Corée du Sud avec la promesse de défier la corruption et le pouvoir du chaebol. L'élection a été dominée par la colère du public contre la corruption des élites et des abus de pouvoir, mais aussi contre d'autres problèmes importants, comme l'inégalité croissante et manifeste des revenus et les perspectives d'emplois limitées pour les jeunes.

Lorsque le nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir, la société civile a voulu maintenir la pression sur lui pour qu'il initie des réformes. En juin, l'organisation **People's Solidarity for Participatory Democracy** a réclamé des enquêtes impartiales sur les abus de pouvoir, la corruption et le rôle du service national de renseignement du pays, ainsi qu'une série de réformes du marché du travail. Les manifestations des bougies se sont poursuivies. Environ **400 000 personnes** ont pris part à une manifestation organisée en juillet par la Confédération coréenne des syndicats, réclamant une augmentation du salaire minimum et une plus grande reconnaissance du droit de grève. Le gouvernement a rapidement fait des concessions, s'**engageant** à augmenter le salaire minimum de 16 pourcent en 2018.

Des manifestations ont également été organisées contre le déploiement, à partir du mois d'avril, du système de défense antimissile américain dit THAAD (Terminal High Altitude Area Defense), à un moment où les tensions entre les États-Unis et la Corée du Nord se multipliaient. Lorsque **les manifestants** ont tenté d'empêcher les véhicules transportant des missiles THAAD de pénétrer dans une base militaire, ils ont été expulsés de force, avec plus de 8 000 agents de sécurité déployés et au moins 10 blessés. Cependant, en juin, après ce contre-coup, le président Moon a suspendu le déploiement des missiles THAAD.

Alors que les mouvements de protestations contre la présidente Park étaient largement pacifiques, des **manifestations** se déroulant devant la Cour constitutionnelle le jour de son jugement de destitution ont fait trois morts et des dizaines de blessés. Ceci a évoqué les violences antérieures lors de manifestations, dont l'affaire tristement célèbre de **Baek Nam-gi**, mort en septembre 2016 après avoir passé 10 mois dans le coma à la suite d'une intervention policière musclée. En mai, la Cour suprême a également **confirmé** la condamnation à trois ans de prison du dirigeant de la Confédération coréenne des syndicats, Han Sang-gyun, pour avoir organisé une série de manifestations anti-gouvernementales largement pacifiques mais avec des affrontements sporadiques entre les manifestants et la police. C'est lors d'un de ces affrontements, en novembre 2015, que Baek Nam-gi est mort. A ce jour, Han Sang-gyun est toujours en prison, les circonstances qui ont mené à la mort de Baek Nam-gi n'ont toujours pas été examinées et aucun officier des forces de l'ordre n'a été tenu responsable.

Le nouveau gouvernement a montré une volonté accrue d'engager et d'écouter la société civile mais il sera jugé sur comment il entend apporter plus de droits aux citoyens, aborder la lutte contre la corruption et l'impunité et les tensions créées entre la Corée du Nord et les États-Unis et enfin comment il entend remettre en question les problèmes persistants d'inégalité des revenus et de chômage des jeunes. Il s'agit d'un programme chargé auquel la société civile sud-coréenne peut apporter son aide.

PARAGUAY : DES MANIFESTATIONS VIOLENTES RÉVÈLENT L'AMPLEUR DE LA COLÈRE DES CITOYENS

Des manifestations au **Paraguay** contre un changement constitutionnel proposé pour mettre fin à la limite du mandat présidentiel unique sont devenues violentes dans la soirée du **31 mars** quand des manifestants ont investi de force le Congrès du Paraguay et ont **incendié** le bâtiment. La police a réagi en utilisant sans discernement des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc, causant de nombreuses blessures.

Alors que l'incendie a fait la une des actualités, les griefs sous-jacents risquaient d'être mal interprétés. Nous avons demandé à **Oscar Ayala Amarilla** de la **Coordination des droits de l'homme du Paraguay (CODEHUPY)** de partager son avis sur les manifestations de mars-avril. Il pense que les manifestations résultent de la colère du public contre un coup monté par les institutions, et il exprime la suspicion de la société civile sur les événements qui ont conduit à l'incendie :

Les manifestations qui ont abouti aux événements des 31 mars et 1er avril étaient liées à une tentative de réforme constitutionnelle visant à permettre un deuxième mandat présidentiel. Cette tentative a été rejetée par de larges secteurs de la société civile, y compris CODEHUPY. La proposition de réforme de la constitution avait été initiée par le parti sortant en collaboration avec certains membres de l'opposition, pour permettre non seulement au président sortant, Horacio Cartes du parti politique Colorado, de briguer un second mandat, mais aussi à l'ancien président Fernando Lugo, actuellement sénateur pour le

Front Guasú et chef du Congrès de pouvoir se représenter aussi. De larges secteurs de la population ont vu la tentative de réforme de la constitution comme un exercice abusif du pouvoir par une alliance circonstancielle qui détruirait ce qui reste de nos institutions.

*Le débat autour de la réforme constitutionnelle se déroulait initialement dans des cadres institutionnels et dans les médias ; mais à la suite de l'approbation par le Congrès de l'amendement constitutionnel, une masse citoyenne a réagi de manière spontanée et a commencé à défiler dans les rues. Durant ces manifestations, une série **d'incidents** s'est fait connaître mondialement parce que le bâtiment du Congrès a été incendié.*

D'après CODEHUPY, ces actes de vandalisme étaient en grande partie le résultat de l'inaction de la police nationale, qui a délibérément quitté le bâtiment parlementaire, le laissant sans protection. Cette nuit-là, j'ai pu observer la mobilisation avec une équipe de CODEHUPY et une délégation du Mécanisme national de prévention de la torture. Nous avons tous été témoins du moment où un groupe de manifestants a réussi à pénétrer dans le bâtiment du Congrès, et nous avons observé quelque chose d'inhabituel. La police avait abandonné le bâtiment et n'est revenue que bien plus tard en ayant recours à la force pour réprimer les manifestants sans discernement et mettre fin à la violence qu'ils avaient eux-mêmes provoquée. Cela a entraîné de nombreuses blessures et des centaines d'arrestations arbitraires. À la fin de la journée, au moins 211 personnes ont été arrêtées et dont beaucoup torturées, maltraitées et abusées par la police.

Le cas de violence policière le plus grave est survenu le 1er avril, lorsque **Rodrigo Quintana**, membre du Parti libéral de l'opposition, a été tué par un tir de balle en caoutchouc lorsque la police a fait irruption au siège du parti. En réponse à la violence, le président Cartes a limogé le ministre de l'intérieur et le chef de la police, mais a également publiquement **accusé** un

certain nombre de journalistes d'avoir déclenché la manifestation et incité à la violence. Cela a révélé les soupçons sous-jacents du régime en place et de leurs proches à l'encontre des journalistes qui ont perduré tout au long de l'année: en novembre, l'Union des Journalistes du Paraguay s'est mobilisée après le **licenciement** de la journaliste Lucia González à La Nación, un groupe de presse appartenant à la famille du président Cartes ; en juillet et en août, plusieurs journalistes ont été **renvoyés** du réseau de télévision Unical, supposément pour avoir pris part à des activités prosyndicales ou pour avoir été en désaccord avec la ligne éditoriale du réseau. Plus tôt en 2017, le gouvernement avait **offert** de placer de la publicité d'État sur plus de 200 stations de radio rurales en échange d'une couverture favorable.

Bien que la violence et les détentions étaient un prix élevé à payer pour les citoyens, les troubles civils ont finalement réussi à transmettre un message quant à la gravité de l'opposition publique au changement proposé. En Avril, suite à l'attention internationale que les manifestations ont suscitée, le président Cartes a déclaré qu'il **ne briguerait** pas un second mandat en 2018, et la tentative de changement a été rapidement rejetée par le Congrès.

Les manifestations sur la limite du mandat n'étaient pas les seules mobilisations que le Paraguay ait connues en 2017 : avec des manifestations importantes impliquant des agriculteurs, qui ont appelé le gouvernement à respecter un engagement de 2016 sur la dette agricole ; des manifestations des étudiants et ; le mouvement des femmes. Les manifestations étaient donc inscrites dans un contexte de protestation bien plus vaste s'étendant au-delà de la capitale, comme l'explique Oscar :

Ces derniers temps, il y a eu au moins trois groupes qui ont joué un rôle prépondérant. D'abord, il y a eu le mouvement paysan, historiquement mobilisé autour des revendications liées à la propriété et à l'utilisation des terres, et qui dispose d'organisations et de coalitions très fortes, telles que la Fédération nationale des paysans et la Table nationale de coordination des organisations paysannes nationales.



La population paraguayenne proteste contre une proposition de modification de la limite du mandat présidentiel

Ensuite, il y a le mouvement étudiant, comprenant à la fois des étudiants universitaires et lycéens, qui s'est mobilisé en 2017 de manière assez intense et a mené de nombreuses actions, telles que des occupations d'écoles et d'universités. Leurs **revendications** tournaient principalement autour des questions d'éducation, de la gouvernance démocratique de l'université et de la création de nouvelles institutions universitaires.

Troisièmement, le mouvement des femmes s'est exprimé assez fortement. Le gouvernement actuel a été très réceptif aux revendications des groupes religieux fondamentalistes de diverses confessions et a adopté des **mesures très régressives** dans le domaine de l'éducation, telles que l'interdiction d'utiliser des matériels pédagogiques sur l'éducation sexuelle et reproductive, la non-discrimination et l'égalité des sexes. Cela a provoqué une réaction publique forte menée par des féministes et des organisations de femmes, qui se sont de nouveau **rassemblées** le 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, autour d'une campagne pour l'éradication de la violence sexuelle et sexiste.

En 2017, dans le cas du mouvement paysan, nous avons eu un peu de tout : des mobilisations à l'intérieur des terres du pays, telles que par des barrages routiers ; et dans la capitale à Asunción. En septembre, des centaines de paysans sont entrés dans la capitale et ont installé un camp permanent sur la place en face du Congrès national, dans le cadre de la **campagne** d'annulation de la dette. Et bien sûr, il y avait aussi des manifestations sur la propriété foncière, une revendication de longue date, bien que celles-ci n'aient pas été comparables en taille ou puissance.

Dans le cas des organisations féministes, il y a eu également des mobilisations à l'intérieur des terres, et en particulier dans **certaines**

zones frontalières entre le Paraguay et l'Argentine, où s'est déroulé un processus de dialogue intéressant entre des organisations des deux pays. Quelque chose de similaire s'est déroulé à la frontière avec le Brésil.

La restriction du droit de manifester n'est pas une stratégie gouvernementale nouvelle. Oscar met en lumière les principales tactiques utilisées pour limiter les mouvements de protestations et explique comment l'exécutif les utilise de manière sélective :

La réaction répressive de l'État était d'autant plus violente lorsque les manifestations remettaient en cause politiquement le gouvernement ou étaient perçues par l'exécutif comme une menace à son pouvoir. Alors que plusieurs groupes d'acteurs se sont mobilisés en 2017, la réaction de l'État n'était pas la même à l'égard de tous.

À un moment donné, les paysans qui campaient dans le centre d'Asunción se sont retrouvés enfermés sur la place devant le bâtiment du Congrès. La police ne les laissait pas se mobiliser dans les rues de la ville comme ils l'avaient fait les semaines précédentes lorsqu'ils étaient en négociation avec le Congrès. Pour se justifier, la police a eu recours à la loi 1066/1997, connue sous le nom de « **loi Marchódromo** », qui existait depuis de nombreuses années mais qui n'avait jamais été appliquée. Nous considérons que cette loi, qui impose des restrictions sévères quant au moment et au lieu des mobilisations, est **anticonstitutionnelle** et incompatible avec les normes internationales relatives à la réglementation des droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique. L'application de cette loi a permis de réduire considérablement l'impact d'une importante manifestation sociale en cours. En revanche, cette loi n'a pas été utilisée contre d'autres manifestations – telles que celles des enseignants et des étudiants – qui se sont déroulées au même moment. Nous avons donc été confrontés à un cas d'application discriminatoire d'une loi ce

qui est également anticonstitutionnel, dans un contexte où la relation du gouvernement avec les mouvements de mobilisation est basée sur une stratégie de récompenses et de punitions.

La société civile a répondu à ces restrictions. A la suite des violences qu'ils ont subies lors des manifestations sur la limite du mandat présidentiel, les journalistes ont déposé une plainte en mai auprès de la Commission interaméricaine sur les droits de l'homme (CIDH). Le gouvernement a ensuite déclaré qu'il avait l'intention d'élaborer un protocole pour protéger les journalistes pendant les manifestations. Oscar décrit quelques-unes des autres réponses clés de la société civile, y compris l'engagement plus poussé avec la CIDH :

CODEHUPY a tenu des réunions avec plusieurs organisations paysannes, et nous discutons du besoin de soumettre au Congrès un projet de loi visant à abroger la loi 1066/1997.

La société civile attire l'attention depuis des années sur le rôle que devrait jouer le procureur général. D'un point de vue constitutionnel, le procureur général devrait représenter la société devant le pouvoir judiciaire, cependant en pratique, les procureurs jouent rarement un rôle dans la protection des droits des personnes à se mobiliser, à être dans la rue et à faire valoir leurs revendications. Nous exigeons que cette institution joue le rôle qui lui a été assigné.

*Au cours de l'année dernière nous avons également intensifié notre travail de documentation des cas d'exactions à travers le Paraguay qui n'ont pas fait l'objet de beaucoup de visibilité. Nous soumettons toutes les informations obtenues auprès de la CIDH, de divers rapporteurs des droits de l'homme affiliés à des organisations régionales et internationales, notamment l'Organisation des États américains et l'ONU, afin de contribuer à leur travail. Au cours des **sessions de la CIDH** qui ont eu lieu en octobre à Montevideo, en Uruguay, CODEHUPY a participé à une **audience** sur le manque d'indépendance judiciaire*

et des garanties de l'application régulière de la loi au Paraguay. Nous avons dénoncé la hiérarchisation de certains droits dans notre pays, au sommet de laquelle est la protection de la propriété privée, de sorte qu'en cas de conflits fonciers, l'intérêt de l'homme d'affaires ou de l'éleveur prévaut toujours au-dessus de celui des populations autochtones ou paysannes. Ceci viole systématiquement le principe de non-discrimination par l'État.

Comme précédemment suggérée et comme le conclut Oscar, la réponse de la société civile paraguayenne est de nouer des liens avec les populations à travers les régions et d'internationaliser les questions sur lesquelles elle travaille :

*Sur le thème du droit de manifester, nous avons travaillé en **réseau** avec des organisations d'autres pays de la région, notamment l'Argentine, le Brésil, le Mexique et le Venezuela. Ce qui nous a permis de publier un **rapport** sur la criminalisation des manifestations sociales en Amérique latine, dans le cadre d'une vaste campagne de sensibilisation et de diffusion sur le droit de manifester, faisant partie d'une stratégie visant à inscrire cette question à l'ordre du jour régional.*

*Le Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels (**ESCR-Net**), qui relie plus de 280 organisations de la société civile, mouvements sociaux et militants de 75 pays, constitue un autre point de référence pour nous. Ce réseau a mené collectivement un activisme puissant en solidarité avec le Paraguay. Nous entretenons également un lien étroit avec **Amnesty International**, en particulier avec sa section thématique sur la protection des défenseurs des droits de l'homme, qui est très axée sur les défenseurs des droits fonciers locaux. Ces différents partenariats nous ont permis de renforcer nos liens au-delà des organisations de notre pays et de notre région. Ces liens, le soutien et la solidarité au niveau international ont toujours été et continuent d'être fondamentaux pour la lutte pour des droits de l'homme au Paraguay.*

RUSSIE :: DES MANIFESTATIONS CONTRE LA CORRUPTION ENTRAÎNENT DE LOURDES MESURES DE RÉPRESSION

Le 26 mars, des **manifestations anticorruption** se sont organisées dans au moins 100 villes **russe**s. A Moscou, entre 8 000 personnes – selon la police – et 30 000 – selon l'opposition – ont pris part aux manifestations. La réponse autoritaire de l'État était prévisible.

Pendant longtemps le gouvernement russe a autorisé l'organisation de manifestations de manière sélective, avec des militants prodémocraties, des critiques du gouvernement et des leaders de l'opposition systématiquement refusés le droit de manifester, et cette manifestation ne faisait pas exception. Lorsque les manifestations se sont déroulées malgré tout, la police a réagi en enlevant et en détenant systématiquement les manifestants avec le recours à une force excessive, comme le montrent les **vidéos** et les **photos** prises lors des manifestations. Selon les chiffres officiels, plus de 600 personnes auraient été arrêtées ; selon l'opposition il y aurait eu 1 000 arrestations. Parmi ceux arrêtés se trouvaient Alexei Navalny, le leader de l'opposition qui a été **condamné à 15 jours de prison** pour sa participation aux manifestations qui a finalement été **libéré** en avril.

Les rassemblements anticorruption ont commencé en réaction à un **documentaire** produit par la Fondation anticorruption de Navalny, qui dénonçait les pratiques de corruption utilisées par le Premier ministre Dmitri Medvedev pour accumuler et accroître sa richesse.

Malgré la répression et en l'absence de progrès démontrables en matière de lutte contre la corruption, les manifestations ont recommencé trois mois plus tard. Le 12 juin, plusieurs rassemblements de l'opposition ont eu lieu, au cours desquels des milliers de personnes ont exprimé leur colère face au niveau élevé de corruption et les nombreuses violations des droits de l'homme en Russie. Les plus grandes manifestations ont eu lieu à Moscou et à Saint-Pétersbourg. Cette fois, Alexei Navalny a été **détenu** à titre préventif juste avant la manifestation et condamné à 30 jours de prison peu après. Un autre membre de l'opposition, Ilya Iashin, a été arrêté lors des rassemblements. Selon les rapports, l'accès à Internet et l'électricité ont été **coupés** dans les bureaux de la Fondation anticorruption de Navalny peu avant le début de la manifestation.

LA COLÈRE
CONTRE LA
CORRUPTION
ET LE DÉNI
DES DROITS DE
L'HOMME NE SE
DISSIPERA PAS,
MÊME SI L'ÉTAT
RECOURT À DES
DÉTENTIONS
MASSIVES ET À
LA VIOLENCE.

En défilant dans les rues, les manifestants savaient que leurs actions pouvaient être déclarées illégales, mais des milliers de personnes ont accepté de prendre le risque. Environ 600 manifestants ont été **détenus** à Moscou et 500 à Saint-Petersbourg ; certaines des personnes arrêtées auraient été **maltraitées et torturées** durant leur détention. Les manifestants ont ensuite été condamnés, principalement parce qu'ils auraient violé la loi sur l'organisation de manifestations. Plusieurs d'entre eux font face à des **poursuites pénales** pour l'agression présumée de policiers pendant les manifestations.

D'autres manifestations ont été organisées en **octobre** par des partisans de Navalny, dont certaines sans autorisation ; 38 manifestants étaient détenus à Saint-Petersbourg, tandis que la même année, la ville de Samara se voyait refuser la commémoration des victimes de la répression politique.

Comme l'ont démontrées les manifestations de juin, la colère contre la corruption et le déni des droits de l'homme ne se dissipera pas, même si l'État recourt à des détentions massives et à la violence. Plus de manifestations seront sans doute organisées dans les rues de Moscou et d'autres villes.

PAYS-BAS : **LE TERRAIN POLITIQUE** **MOUVANT POSE UN** **NOUVEAU DÉFI À LA** **SOCIÉTÉ CIVILE**

Les idées d'extrême droite ont de plus en plus imprégné la politique aux **Pays-Bas**. Avant les élections de mars, beaucoup au sein de la société civile craignaient que le Parti pour la liberté (PVV), connu pour sa politique fortement eurosceptique, xénophobe et anti-islamique, n'émerge comme le parti prédominant. Il avait, après tout, mené la plupart des sondages d'opinion en 2016 et début 2017, même après que son dirigeant, Geert Wilders, ait



Des milliers de personnes participent à la marche du canal de la Gay Pride à Amsterdam, aux Pays-Bas.

Source: Getty Images

été reconnu coupable d'incitation à la discrimination raciale en décembre 2016. Il s'est avéré que le PVV est arrivé en deuxième place. Le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD), ayant remporté les élections, a été accusé d'adopter une grande partie de la rhétorique intransigeante du PVV afin de reconquérir son soutien populaire. Comme le décrit René Rouwette de **Kompass**, une organisation néerlandaise de défense des droits civiques, bien que le PVV n'ait pas remporté les élections, cela ne signifie pas que tout se porte bien au sein de la politique néerlandaise :

*Il existe une **idée fausse** au niveau international selon laquelle l'extrême droite a perdu les élections néerlandaises. C'est un vœu pieux. En réalité, le PVV a **augmenté sa présence** au sein du Parlement néerlandais, en passant de douze à vingt sièges. De plus, un nouveau parti d'extrême droite, le Forum eurosceptique et nationaliste pour la démocratie, a également remporté deux sièges. Les partis de gauche sont devenus très petits comparés à ce qu'ils représentaient dans le passé. Dans le même temps, les partis au centre ont adopté de plus en plus le langage de l'extrême droite, de sorte que le débat public a définitivement changé pour le pire. Le Parti d'appel chrétien-démocrate est obsédé par la reconquête du pouvoir politique, et les références à l'exclusion sont donc devenues vitales à leur stratégie politique. Même à gauche, parmi les sociaux-démocrates, il y a des voix qui appellent à ignorer les droits fondamentaux des réfugiés. Il va être difficile, voire impossible, pour ces partis de revenir à leurs positions traditionnelles et à leurs idéologies fondamentales.*

Beaucoup de Néerlandais ne se sentent pas représentés dans la politique néerlandaise. Les citoyens ressentent une déconnexion majeure avec la politique, à la fois aux niveaux européen et national. Les partis politiques perdent des membres et il est de plus en plus difficile d'en recruter de nouveaux. Beaucoup d'électeurs mécontents se sont tournés vers la droite et l'extrême droite. Le paysage politique est polarisant. Après des années d'un contexte de politique de

consensus, la gauche et la droite aux Pays-Bas s'éloignent de plus en plus. Les partis au centre du spectre politique sont en difficultés et adoptent de plus en plus le langage des extrêmes, et particulièrement de l'extrême droite.

*Les gens sont enfermés dans des chambres d'échos, ils résistent donc à toute information qui ne correspond pas à leurs croyances et montrent très peu d'intérêt à trouver un terrain d'entente. À mesure que les journaux locaux disparaissent, il n'y a pas non plus de sensibilisation à la politique locale. Le paysage est très fragmenté. Un **nombre record** de 81 candidats, dont beaucoup représentant des partis à cause unique, se sont inscrits pour participer aux élections nationales. Treize d'entre eux sont désormais représentés au Parlement, ce qui veut dire qu'il est très difficile de parvenir à un consensus.*

Cette fragmentation politique a signifié qu'il a fallu une durée record de **208 jours** pour former un gouvernement de coalition après les élections, avec en conséquence une alliance difficile de quatre partis disparates. Ceci marque un **virage à droite** dans la politique du gouvernement et indique le **déclin** de la base de soutien de nombreux partis traditionnels. Une question-clé est de comprendre quelles sont les conséquences de ce paysage politique changeant pour la société civile et pour les droits de l'homme. René explique la pression croissante s'exerçant sur les droits fondamentaux :

*Les droits de l'homme sont devenus de plus en plus une problématique de contestation politique. Les partis politiques de droite et du centre ont ouvertement critiqué les droits de l'homme et les traités qui les garantissent. Ils ont même lutté contre la constitution néerlandaise à ce sujet. A présent, le **nouveau gouvernement** cherche à se débarrasser des traités sur les réfugiés. Une coalition d'OSC néerlandaises a **conclu** qu'au cours des cinq dernières années, la situation des droits de l'homme s'est détériorée aux Pays-Bas. Les victimes de cette détérioration ont été non seulement les réfugiés et les musulmans*

vivant aux Pays-Bas, mais aussi les citoyens néerlandais ordinaires. Les droits de l'homme concernent les droits de tous ; le pouvoir des droits de l'homme est que chaque droit est important. Il n'y a pas de droits humains de la gauche et de droits humains de la droite. Tenons-en nous à cela.

Heureusement, une grande partie des Néerlandais se bat contre ces tendances régressives. En août, **des centaines de personnes** ont défilé dans la ville d'Amersfoort pour protester contre la déportation d'une famille en Arménie. L'année 2017 a également vu des **rassemblements** en solidarité avec la communauté musulmane du pays et en soutien à un couple homosexuel victime de violences homophobes, tandis que des milliers de personnes ont défilé lors d'une marche sur les canaux d'Amsterdam dans le cadre de la marche des fiertés (**Gay Pride Canal Walk**). René explique qu'en réponse à l'évolution de la situation politique, la société civile a reconnu qu'elle doit travailler plus étroitement ensemble et s'organiser plus efficacement :

Le principal défi auquel fait face la société civile néerlandaise actuellement est de surmonter leurs différences et de commencer à travailler ensemble. Dans le passé, de nombreuses OSC avaient tendance à agir en concurrence plutôt qu'en coopération, et à mettre l'accent sur leur propre cause plutôt que sur la cause générale. J'ai le sentiment que cela change, et c'est pour le mieux. Les OSC peuvent toutes contribuer à une cause à partir de leurs propres expériences et compétences, du moment que nous partageons un agenda commun. Il est intéressant qu'au sein de la société civile néerlandaise et internationale, les nouvelles organisations aient tendance à ne plus se focaliser exclusivement sur des thèmes, mais plutôt sur des compétences et des atouts spécifiques. En tant qu'organisation de défense des droits civiques, par exemple, afin de promouvoir les droits de l'homme, Kompass focalise son travail sur les expériences et les techniques de lobbying. Il y a une autre nouvelle organisation dans notre pays qui se concentre sur les litiges. Nous devons réduire

les discussions au niveau interne et commencer à travailler sur la sensibilisation.

Les OSC définissent de nouveau les priorités à l'ordre du jour : la société civile est en mesure de formuler les problèmes plutôt que de simplement répondre à ceux soulevés par d'autres acteurs. Nous avons des choses à apprendre de l'extrême droite qui a réussi à communiquer un message clair à travers ses propres médias, ainsi que par les médias traditionnels. Il est important d'affirmer notre position et de ne pas paraître indifférent. Dans le même temps, il est important d'éviter de trop défendre le côté moral de la question. La recherche du différend ne nous mènera nulle part. Le résultat des élections était clair, et le fait que tant de gens abandonnent les partis progressistes et de gauche requiert une réflexion sérieuse. Les partis qui critiquent les traités relatifs aux droits de l'homme sont désormais majoritaires au Parlement ; il est important de faire le point. La polarisation pourrait servir à rapprocher des groupes très gauchistes ou progressistes, mais elle aliénerait beaucoup d'autres, même ceux du centre. Il est important de trouver un terrain d'entente : convaincre plutôt que de concilier ou de chercher à gagner des discussions.

Ce que nous pouvons apprendre du lobbying commercial, c'est comment développer un soutien politique entre des partis qui ne sont pas nécessairement d'accord. Dans le passé, certaines OSC pensaient que leur rôle se limitait à soulever des problèmes, et qu'il revenait aux politiciens de trouver des solutions. Cette approche ne fonctionne tout simplement pas dans le climat politique actuel. Nous n'avons pas besoin de créer des bouleversements moraux, mais de proposer des solutions et des actions claires. La raison pour laquelle les entreprises dépensent énormément d'argent pour faire du lobbying est que cela fonctionne. Nous devons apprendre comment ils font.

LE SALVADOR : LE PLAIDOYER DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CONDUIT À UNE INTERDICTION HISTORIQUE DE L'EXPLOITATION MINIÈRE

En mars, le **Salvador** est devenu le **premier pays** au monde à imposer une interdiction nationale contre l'exploitation des métaux. Cette mesure est une défiance rare de la part d'un petit pays économiquement limité contre le pouvoir des grandes entreprises ; montrant l'exemple à suivre pour d'autres États confrontés à des défis similaires. Cette interdiction faisait suite à une décision arbitrale d'**octobre 2016** rendue par le Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) en faveur du gouvernement salvadorien, marquant ainsi la fin d'un long différend avec l'entreprise Pacific Rim Mining Corporation (acquise par l'entreprise le Canadienne-australienne OceanaGold en 2013). La compagnie avait déposé une demande de 300 millions de dollars contre le gouvernement, affirmant que le gouvernement avait violé l'accord de libre-échange avec les États-Unis après avoir refusé d'accorder des permis pour un projet d'exploitation de mines d'or au motif que cela menacerait l'approvisionnement en eau du pays. OceanaGold a reçu l'ordre de payer 8 millions de dollars US au gouvernement, bien que l'on estime que l'affaire de sept ans a coûté 12 millions de dollars au gouvernement.

La loi contre l'exploitation minière a été adoptée après des années de plaidoyer de la société civile et de résistance aux projets miniers dangereux. Nous avons demandé à **Saúl Baños**, de la Table ronde nationale contre l'extraction des métaux et de la Fondation d'études pour l'application de la loi, de décrire la nouvelle loi :

La nouvelle loi interdit l'exploration, l'extraction, l'exploitation et la transformation des métaux précieux sur l'ensemble du territoire salvadorien, à l'exception du travail artisanal. Elle considère que l'extraction des métaux est préjudiciable à l'environnement et à la santé publique à cause des pratiques de surexploitation et de la pollution des sources d'eau.

Il est sans précédent pour un pays aussi petit et appauvri que le Salvador de prendre une telle décision souveraine contre les intérêts d'une puissante société transnationale, et nous la considérons comme

IL EST SANS
PRÉCÉDENT POUR
UN PAYS AUSSI
PETIT ET APPAUVRI
QUE LE SALVADOR
DE PRENDRE UNE
TELLE DÉCISION
SOVERAINE
CONTRE LES
INTÉRÊTS D'UNE
PUISSANTES
SOCIÉTÉ
TRANSNATIONALE,
ET NOUS LA
CONSIDÉREONS
COMME UNE
VICTOIRE



une victoire, même si le contenu de la loi n'est pas exactement ce que nous avons réclamé initialement.

Saúl décrit comment la campagne pour adopter la loi a été gagnée :

Notre travail ne se limitait pas seulement à un travail de bureau. Au cours des 10 dernières années, nous avons fait du travail politique et communautaire, nous avons fait pression sur des acteurs gouvernementaux et d'autres décideurs, nous avons plaidé, organisé des campagnes médiatiques et promu le débat public.

La Table ronde nationale contre l'extraction des métaux – une coalition de 11 organisations des droits de la personne, de l'environnement, des religions, de la jeunesse et de la base, – active depuis 2004, a présenté son premier projet de loi en 2006. La proposition initiale qui cherchait à abroger la loi sur l'extraction minière n'a pas été adoptée. Plus tard, vers 2011, le gouvernement a présenté une nouvelle proposition visant à suspendre les procédures administratives liées à l'exploitation minière. Nous n'étions pas d'accord et avons immédiatement présenté une autre initiative d'interdictions de l'exploitation minière. Les deux initiatives, celle du gouvernement et la nôtre, ont été discutées par l'Assemblée législative, mais aucune n'a été adoptée.

Nous avons appris en cours de route. Au début, nos connaissances techniques et scientifiques sur l'exploitation aurifère et ses effets étaient très limitées. Notre première proposition exigeait le remplacement complet de la Loi sur l'exploitation minière de 1995, qui réglementait l'extraction non seulement des métaux, mais aussi d'autres produits minéraux. Plus tard, nous avons décidé de nous concentrer exclusivement sur l'exploitation des métaux précieux, et plus particulièrement de l'or.

La coalition de soutien s'est considérablement développée. La loi qui a finalement été adoptée a été proposée par un groupe beaucoup

*plus important, dont faisait partie la Table ronde nationale contre l'extraction des métaux, dirigé par l'Université Centroamericana José Simeón Cañas. L'Église catholique a également joué un rôle phare et en particulier la Conférence épiscopale, les évêques de divers diocèses et surtout l'archevêque **Monsignor Escobar Alas**, qui a repris le projet de loi et, avec d'autres prêtres et organisations sociales, l'a présenté à l'Assemblée législative. Le 9 mars, une marche massive a eu lieu et le président de l'Assemblée législative, avec d'autres membres du Congrès, se sont engagés à faire adopter la loi avant Pâques.*

Durant ce processus de longue haleine, la composition de l'Assemblée législative et de son Comité de l'environnement et du changement climatique a changé plusieurs fois et, souvent, leurs nouveaux membres n'étaient pas à jour sur le sujet. Souvent, il s'agissait de congressistes novices, avec qui nous avons besoin de recommencer notre travail de rapprochement et de sensibilisation depuis le début. Nous avons travaillé intensément avec le Comité sur l'environnement et le changement climatique, les membres duquel ont visité la rivière San Sebastián, polluée par les mines depuis les années 1980. Les députés ont vu par eux-mêmes que l'exploitation minière n'était pas réalisable dans les circonstances de notre pays. Nous avons également tenu des consultations populaires dans cinq municipalités, à travers lesquelles les communautés ont pu exprimer leur opposition à l'exploitation minière.

Le soutien et la solidarité internationale, raconte Saúl, ont été fondamentales à leur succès :

Le financement limité dont disposait la Table ronde nationale provenait en grande partie de sources internationales, et nos efforts ont bénéficié de la solidarité et du soutien de la communauté internationale. En 2007, la coalition internationale, International Allies Against Mining in El Salvador, a été formée. Cette coalition a soutenu la Table ronde

nationale et les communautés touchées par les projets d'exploitation minière en menant, entre autres, les actions suivantes : application de pressions politiques ; dénonciation des impacts des activités minières et des traités d'investissements qui autorisaient les entreprises à fonctionner sans surveillance et ; exhortation auprès du CIRDI pour son impartialité. Avec le soutien du Centre pour le droit international de l'environnement, nous avons déposé deux mémoires d'amicus curiae (amis de la cour), afin que nos arguments soient ajoutés à ceux présentés par la défense de l'État devant le CIRDI.

La société civile a cependant été confrontée à une opposition virulente de la part de l'entreprise, souligne Saúl :

Le travail au niveau communautaire n'a pas été facile, car la société Pacific Rim / OceanaGold est également intervenue à ce niveau. En plus de leur procès CIRDI et des pressions exercées auprès des politiciens et des autorités, l'entreprise avait établi une stratégie sociale sur le terrain à travers sa fondation El Dorado. Le département de Cabañas, où se trouvait leur projet d'extraction minière, est l'un des plus pauvres du pays. En l'absence de présence de l'État, l'entreprise a parrainé des écoles et embauché des entreprises pour fournir des soins médicaux dans la communauté. Les bénéficiaires de ces services devaient signer des listes de présence, souvent sans en-tête, que nous soupçonnons d'être ensuite présentées comme des listes de personnes exprimant leur soutien à l'exploitation minière. La compagnie a agi en coordination avec les maires de ces municipalités, qui appartenaient à un parti sympathisant avec l'exploitation minière.

La compagnie a vendu l'idée de l'exploitation minière comme étant un remède aux maux économiques du pays, une source d'emplois pour la population et une source de revenus pour l'État. Certaines autorités étatiques l'ont cru, alors nous avons dû travailler dur pour contrer ces mensonges.

Lorsque le projet de loi a progressé au sein de l'Assemblée législative, la compagnie a commencé à publier des déclarations sous la forme de publicités couleur en pleine page dans les journaux les plus lus. Elle a manipulé des images du pape François et de certains hauts fonctionnaires célèbres venants de pays où il y a des exploitations minières. Ils ont également présenté leurs propres « experts » à la radio et à la télévision afin qu'ils présentent des « preuves » appuyant leur affirmation selon laquelle l'exploitation minière n'est pas dangereuse pour la santé humaine. Il s'agissait de spots publicitaires payants, présentés de telle manière à ressembler aux actualités.

Le Monitor CIVICUS a documenté un bon nombre de restrictions sur l'espace civique au Salvador en 2017, notamment **des menaces de mort** à l'encontre de journalistes signalant des violations des droits de l'homme ; des raids sur la maison de **Sonia Sanchez**, militante pour les droits des femmes et de l'environnement ; **la surveillance** de certaines OSC ; et le **harcèlement continu** des militants pour **les droits LGBTI**. Compte tenu de ce climat, il n'est pas surprenant que la société civile se soit heurtée à un bon nombre de restrictions en militant pour la nouvelle loi, comme le présente Saúl :

Quand nous avons voulu publier des communiqués de presse contre l'exploitation minière, en payant les taux actuels, bien sûr, nous avons rencontré toutes sortes d'obstacles, y compris la censure. Nous avons été invités à soumettre nos déclarations à l'avance afin qu'elles puissent être examinées, et nous avons été avertis que le journal se réservait le droit de décider de les publier. Le plus récent s'attendait même à ce que nous payions le droit de réponse que le journal allait accorder à la compagnie minière.

Les gens œuvrant auprès des communautés et ceux qui sont présents sur le terrain sont souvent menacés et intimidés. Le personnel de la station radio communautaire de Cabañas – Radio Victoria – ayant joué un rôle clé, ont reçu des menaces. Ils ont reçu des messages anonymes

qui ont été glissés sous leurs portes et des appels intimidants pendant la diffusion de leurs émissions. Certains ont même dû quitter le pays.

*Au fil des ans, plusieurs membres de notre mouvement ont été tués. En 2008, **Marcelo Rivera** a disparu, et après une longue recherche, son corps a été retrouvé au fond d'un puits, les mains attachées derrière son dos par du fil métallique et présentant des signes de torture. Certains dirigeants ont été tués et d'autres ont été attaqués mais ont survécu. Il y a eu peu d'investigations sur ces morts et d'après l'hypothèse principale, les responsables seraient des gangs ou des criminels ordinaires. Mais nous avons toujours soutenu que leurs morts étaient liées à leur travail contre l'exploitation minière. En dépit de tous ces développements, la lutte continua.*

Maintenant, conclut Saúl, la société civile salvadorienne est déterminée à ne pas se reposer sur ses lauriers, mais plutôt à s'assurer que la nouvelle loi est correctement appliquée au bénéfice du peuple :

Nous appellerons l'exécutif à publier les règlements requis pour se conformer à la nouvelle loi. Par exemple, la loi envisage le besoin de fournir des moyens de subsistance alternatifs aux mineurs artisanaux, il est donc important d'élaborer une politique à ce sujet. Le processus doit être réglementé de sorte que personne n'obtienne un avantage indu. Nous avons demandé qu'un recensement des mineurs soit organisé le plus tôt possible.

Nous continuons de travailler sur le terrain parce que nous sommes convaincus que les communautés locales ont été les protagonistes principaux de ce processus et qu'elles doivent donc connaître et comprendre le fruit de leur travail. Elles ont besoin de connaître le texte de la loi qui, bien que bref, contient des termes techniques et juridiques. Nous le portons donc aux communautés, où nous tenons des discussions avec ses membres sur la loi. Notre travail

communautaire vise à assurer que les communautés deviennent les défenseuses d'un droit qui a maintenant été acquis.